

« Stagnation séculaire » ou « croissance numérique » ?

Michel Husson, Janvier 2016*

Les capitalistes sont inquiets. La crise a non seulement fait chuter la production, mais elle semble peser durablement sur la croissance à venir. Le constat est clair pour le FMI : « La croissance potentielle a diminué dans ces dernières années dans les économies avancées et émergentes. Dans les économies avancées, cette baisse a commencé dès le début des années 2000 et a été aggravée avec la crise financière mondiale. Dans les économies émergentes, en revanche, elle n'a commencé qu'après la crise¹. Et le FMI ne discerne pas de véritable amélioration : « La croissance de la production potentielle est susceptible d'augmenter légèrement dans les économies avancées (...) mais elle restera à moyen terme en deçà des taux d'avant la crise. Dans les économies émergentes, [elle] continuera à baisser ».

Ces inquiétudes s'expriment à travers le débat sur la « stagnation séculaire » qui est porté par des économistes qui n'ont rien d'hétérodoxes. L'expression fait référence à un article de 1939² où l'économiste Alvin Hansen définissait « l'essence » de la stagnation séculaire comme « des dépressions auto-entretenues qui engendrent un noyau dur et apparemment irréductible de chômage ». Mais il insistait surtout sur l'impact d'une baisse rapide de la croissance de la population sur la « formation de capital et la viabilité d'un système de libre entreprise ».

Le débat contemporain recouvre au moins deux versions. La première fait référence aux effets de la crise financière et aux limites de la politique monétaire. Celle-ci serait rendue inopérante par le *Zero Lower Bound*, autrement dit par des taux d'intérêt proches de zéro, qui limitent la capacité des banques centrales à relancer l'activité. Cette première catégorie d'analyses a l'intérêt de pointer le poids des dettes accumulées mais elle débouche sur un appel à des politiques mieux adaptées, sans voir qu'elles sont contradictoires avec la logique profonde du capitalisme. L'un des participants à ce débat peut ainsi écrire : « Il n'y a pas de raison de s'infliger une stagnation séculaire si le gouvernement compense le désendettement du secteur privé par des mesures de relance budgétaire³ ».

La deuxième version, portée notamment par l'économiste Robert Gordon, insiste sur le rendement décroissant des innovations en termes de gains de productivité. Plus précisément sa thèse est que « les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance que dans le passé⁴ ». Et son pronostic est très pessimiste : « La croissance future du PIB par tête sera inférieure à ce qu'elle a été depuis la fin du 19^{ème} siècle, et la croissance de la consommation réelle par habitant sera encore plus lente pour les 99 % du bas de la répartition des revenus ».

Cette thèse est évidemment discutable mais son intérêt est de poser la question du dynamisme du capitalisme, qui repose en fin de compte sur sa capacité à dégager des gains de productivité. Un petit détour est donc nécessaire pour analyser les liens entre productivité du travail et rentabilité.

* Cette note est une version remaniée de : « [Stagnation séculaire: le capitalisme embourbé ?](#) », *A l'encontre*, Juin 2015.

¹ IMF, « [Where are we headed? Perspectives on potential output](#) », *World Economic Outlook* April 2015, chapitre 3.

² Alvin Hansen, « [Economic Progress and Declining Population Growth](#) », *The American Economic Review*, vol.29 (1), Mars 1939.

³ Richard C. Koo, « Balance sheet recession is the reason for secular stagnation », dans: Coen Teulings et Richard Baldwin (éditeurs), [Secular Stagnation: Facts, Causes, and Cures](#), CEPR, 2014.

⁴ Robert J. Gordon, « [Is U.S. Economic Growth Over?](#) », *CEPR Policy Insight* N° 63, Septembre 2012.

Taux de profit et productivité

Pour un marxiste (mais pas seulement), c'est le taux de profit qui détermine la dynamique du capital. Il faut donc détailler les facteurs dont dépend l'évolution du taux de profit. Marx a proposé une formule classique où le taux de profit dépend de deux grandeurs : le taux de plus-value et la composition organique du capital. Dans ce qui suit, on élargit cette décomposition de manière à la relier à des variables empiriquement observables.

Le taux de plus-value dépend de l'évolution relative du salaire réel et de la productivité du travail. La composition organique du capital peut elle aussi être décomposée en une composition technique (le « volume » de capital par tête) et le prix des moyens de production exprimé en proportion du salaire.

Le résultat de cette décomposition conduit au résultat suivant : le taux de profit augmente quand la productivité globale des facteurs augmente plus rapidement que le salaire réel comme l'illustre le schéma ci-dessous⁵.

Le diagramme présente la formule suivante :
$$\dot{R} = \frac{e}{1-e} \cdot \left[\frac{\dot{\Pi}_{glo}}{e} - \dot{s} \right]$$
 Les annotations sont les suivantes :

- Une flèche rouge pointe vers le haut à gauche de la formule, accompagnée du texte « Croissance du taux de profit ».
- Une flèche rouge pointe vers le haut à droite de la formule, accompagnée du texte « Croissance de la productivité globale des facteurs ».
- Une flèche bleue pointe vers le bas sous le terme $\frac{e}{1-e}$, accompagnée du texte « Part des salaires ».
- Une flèche rouge pointe vers le bas sous le terme \dot{s} , accompagnée du texte « Croissance du salaire réel ».

Cette productivité globale des facteurs est une notion habituellement utilisée par les économistes néo-classiques. Elle est définie comme la moyenne pondérée de la productivité du travail et de l'efficacité du capital (que les néo-classiques baptisent évidemment « productivité du capital »). Mais cette variable peut être construite indépendamment de toute référence théorique : il suffit de disposer de données sur le volume de production (le PIB), les effectifs salariés ou le nombre d'heures travaillées, sur la part des salaires et le volume de capital⁶.

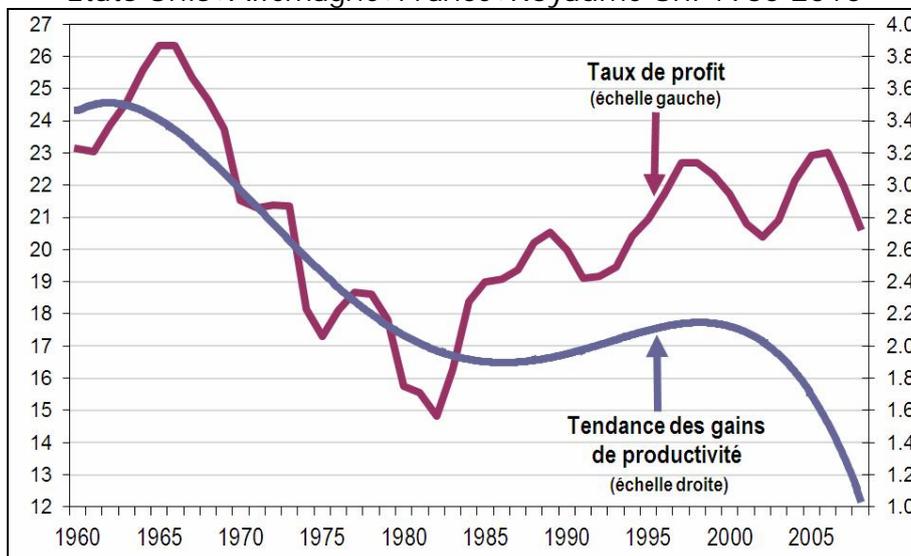
L'intérêt de cette approche est d'établir les liens empiriques entre rentabilité et productivité. Jusqu'au milieu des années 1980, le ralentissement des gains de productivité se traduit par une baisse tendancielle du taux de profit dans les grandes économies. Ensuite, durant la phase néo-libérale, le capitalisme a réussi à rétablir le taux de profit malgré un ralentissement des gains de productivité (voir graphique 1). Mais il n'a pu le faire que sur la base d'une baisse de la part des

⁵ pour une approche formalisée, voir : Michel Husson, « [Arithmétique du taux de profit](#) », *note hussonet* n°66, août 2014.

⁶ Le calcul d'un « volume » de capital a fait l'objet de controverses théoriques qui portaient sur l'impossibilité de faire ce calcul indépendamment des prix, ce que postule la théorie néo-classique. Mais il s'agit ici d'une démarche plus empirique qui n'a pas besoin de ce postulat mais seulement de conventions semblables à celles qui sont nécessaires pour calculer le volume du PIB.

salaires et par la mise en œuvre de divers dispositifs qui l'ont conduit à la crise, comme on a déjà eu l'occasion de l'analyser⁷.

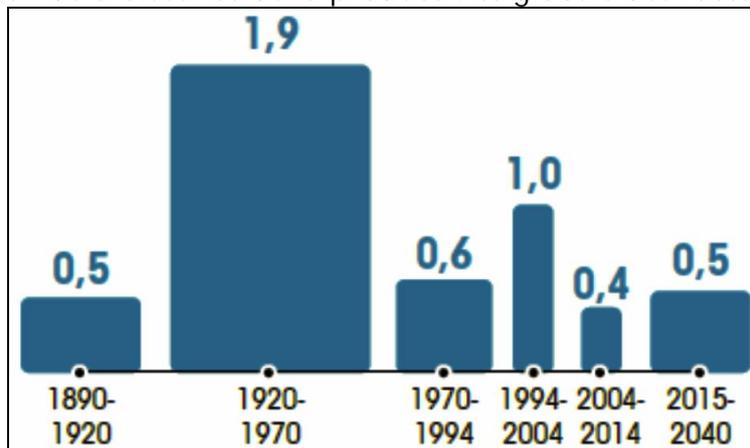
Graphique 1
Taux de profit et productivité
Etats-Unis+Allemagne+France+Royaume-Uni 1960-2010



Source : Ameco + calculs propres

Cet épuisement des gains de productivité est encore mieux mesuré à partir de la productivité globale des facteurs et on voit apparaître le même retour aux tendances antérieures à 1920 dans le cas des Etats-Unis (graphique 2). Le ralentissement récent s'observe dans la plupart des grands pays (graphique 3).

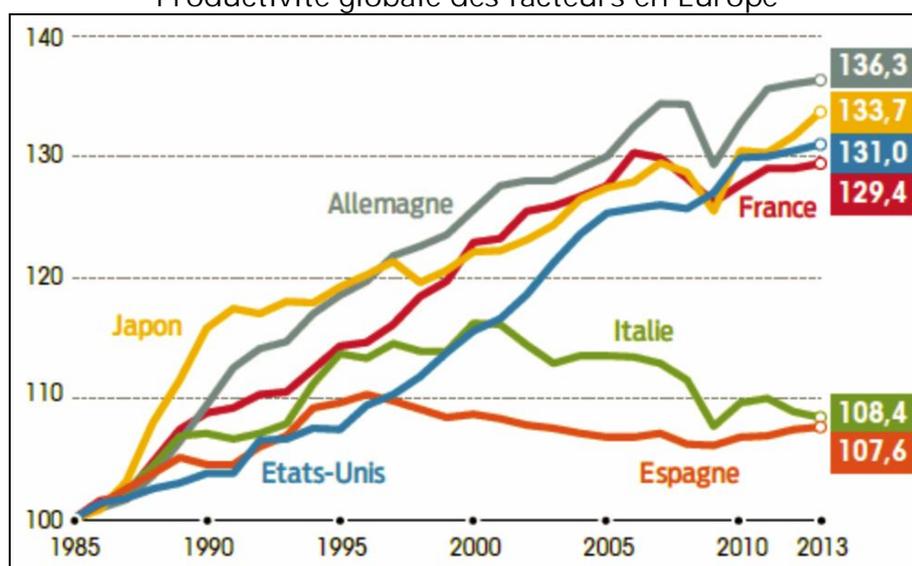
Graphique 2
Taux de croissance de la productivité globale des facteurs



En % par an. Source : Robert Gordon

⁷ Michel Husson, « [Les limites du keynésianisme](#) », *A l'encontre*, 15 Janvier 2015.

Graphique 3
Productivité globale des facteurs en Europe



Base 100 en 1985. Source : OCDE

Le débat sur la stagnation séculaire peut alors être interprété de la manière suivante : si le capitalisme est incapable de dégager de nouveaux gains de productivité, peut-il retrouver un dynamisme renouvelé sans retomber dans les distorsions et les contradictions du modèle néo-libéral ? On voit que ce questionnement dépasse une lecture « financieriste » de la crise et qu'il a l'intérêt de s'intéresser aux « fondamentaux » du capitalisme. Cette problématique générale conduit à poser deux questions essentielles portant sur la possibilité d'un regain de productivité induit par les nouvelles technologies et sur le rôle des pays dits émergents. L'examen de ces questions conduit plutôt à la définition d'un programme de travail qu'à l'énoncé de propositions achevées.

Numérique, robots et emploi

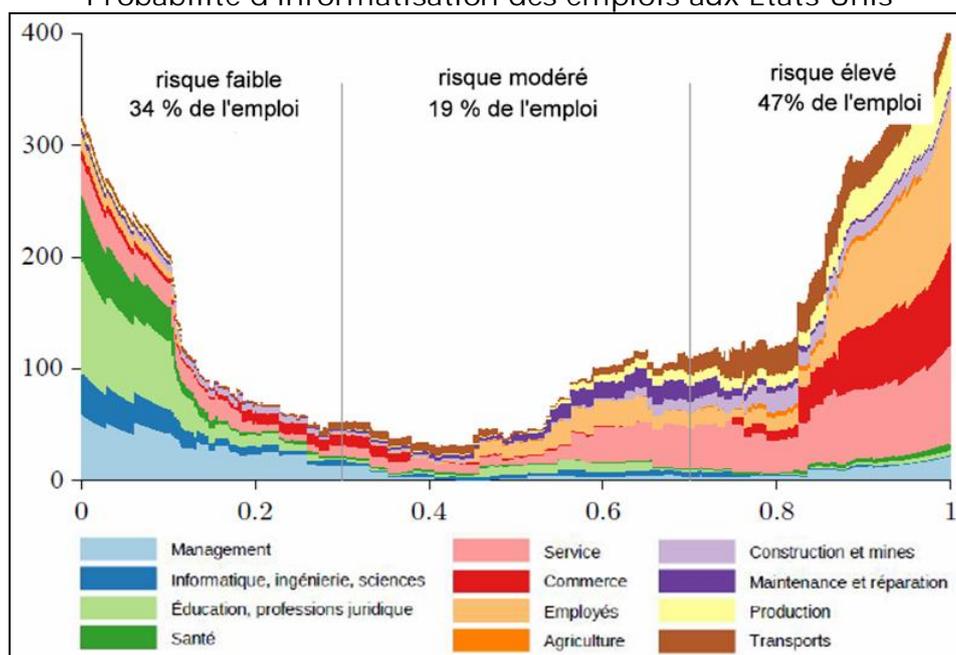
La littérature qui s'intéresse à la prospective est aujourd'hui extraordinairement polarisée. D'un côté, il y a, comme on l'a vu, le « pessimisme » de Robert Gordon. Mais il y a aussi de nombreuses contributions mettant l'accent sur le développement de la robotisation, sur les innovations des technologies de l'information et de la communication (réseaux, économie collaborative, imprimantes 3D, Big Data) ... sans même parler du « transhumanisme ».

Le livre de Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee⁸ est sans doute le plus représentatif de ce courant. Les auteurs soutiennent que, dans un nombre croissant de secteurs, les technologies digitales se substituent déjà au travail humain. C'est pour eux une bonne nouvelle car la productivité accrue permettra une croissance plus élevée et bénéficiera aux consommateurs sous forme de baisse des prix. Mais c'est une mauvaise nouvelle pour les salariés évincés par les robots et condamnés à perdre la « course contre la machine », pour reprendre le titre de leur précédent livre.

⁸ Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *The Second Machine Age*, W. W. Norton & Company, New York, 2014.

D'autres économistes n'hésitent pas à quantifier le nombre de salariés concernés, et vont jusqu'à pronostiquer la disparition d'une proportion considérable d'emplois dans les décennies à venir. Dans une étude souvent citée⁹, Carl Benedikt Frey et Michael Osborne mènent cet exercice dans le cas des Etats-Unis. Ils trouvent que près de la moitié des salariés (47 %) sont exposés à un risque élevé de voir leur poste de travail « informatisé », principalement les employés de bureau et les salariés des activités de service et le commerce (graphique 2). Plus récemment une étude¹⁰ « établi » que 42% des emplois français sont potentiellement automatisables à 20 ans, et une autre¹¹ que 59 % des emplois allemands le seraient dans les prochaines décennies.

Graphique 4
Probabilité d'informatisation des emplois aux Etats-Unis



En milliers. Source : Frey et Osborne, 2013

La surface totale couverte par les courbes est égale à l'emploi total des Etats-Unis.

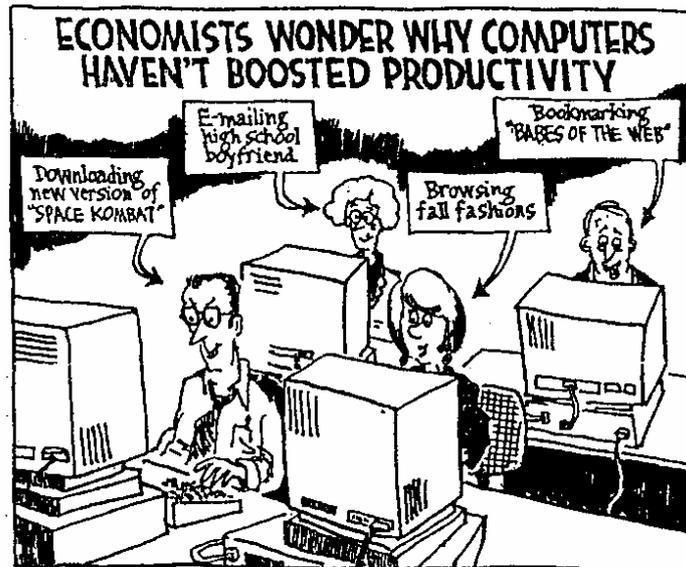
Ce débat n'est d'ailleurs pas nouveau. Il y a plus d'un quart de siècle que Robert Solow énonçait son paradoxe : « On peut voir l'âge de l'informatique partout, sauf dans les statistiques de productivité » (*You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics*)¹². La vignette suivante propose une explication amusante.

⁹ Carl Benedikt Frey et Michael A. Osborne, « [The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation?](#) », September 2013.

¹⁰ [Les classes moyennes face à la transformation digitale](#), Roland Berger Strategy Consultants, Octobre 2014.

¹¹ « [Are robots about to take away 18 million jobs?](#) », *thelocal.de*, 4 mai 2015.

¹² Robert Solow, « [We'd Better Watch Out](#) », *New York Times Book Review*, 12 Juillet 1987.



Cela fait aussi longtemps que domine la croyance selon laquelle le chômage de masse serait le résultat de gains de productivité accélérés. Mais cette thèse déjà ancienne de la « fin du travail » est contraire à la réalité : le chômage était beaucoup plus bas durant l'« Age d'or du capitalisme » (1945-1975) alors que les gains de productivité étaient beaucoup plus élevés.

Une première réponse au paradoxe de Solow est qu'il faudrait plusieurs décennies pour que les innovations se traduisent en gains de compétitivité¹³. Une autre réponse a été apportée lors de l'éclatement de la « bulle Internet » au début des années 2000. Patrick Artus avait alors paraphrasé Marx¹⁴ en montrant que les gains de productivité liés aux nouvelles technologies avaient été très coûteux en investissements et que cette augmentation de la composition organique du capital avait enclenché une chute du taux de profit. Bref, la « nouvelle économie » n'était bien qu'un cycle « high tech »¹⁵.

Mais le paradoxe subsiste. Lawrence Mishel de l'Economic Policy Institute note que « les robots sont partout dans les médias, mais ils ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données » (*Robots are everywhere in the news but they do not seem to leave a footprint in the data*)¹⁶. Et il illustre son propos par le graphique 3 ci-dessous, tiré d'une étude approfondie de John Fernald¹⁷, qui fait autorité.

Le graphique montre que la productivité du travail et les investissements en capital fixe, en matériel informatique et en logiciels ont accéléré entre 1995 et 2002 par rapport à la période 1973-1995. Mais depuis 2002, toutes ces grandeurs ralentissent. Toute la question est de savoir si cette tendance est susceptible de se retourner et de soutenir une sortie de crise fondée sur les nouvelles technologies.

¹³ Paul A. David, « [The Dynamo and the Computer](#): An Historical Perspective on the Modern Productivity Paradox », *The American Economic Review*, Vol. 80, No. 2, May 1990.

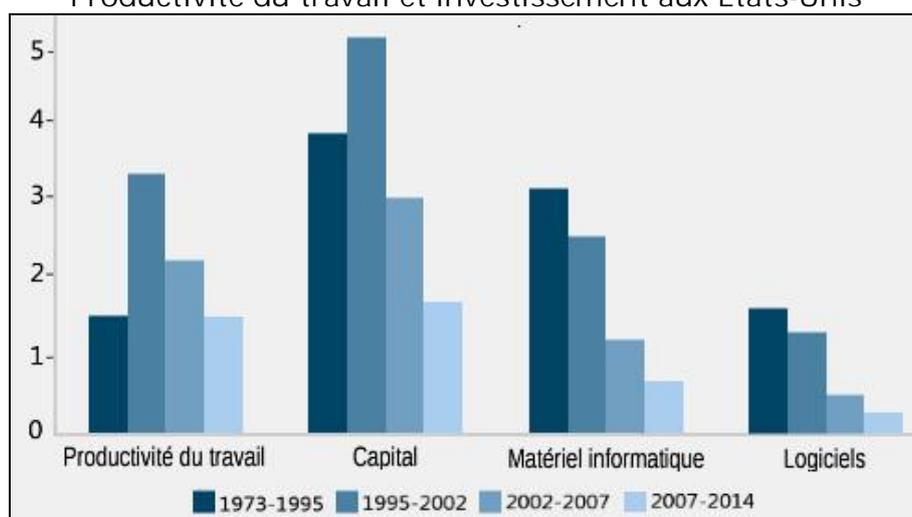
¹⁴ Patrick Artus, « [Karl Marx is back](#) », *Flash Natixis*, 4 janvier 2002.

¹⁵ Michel Husson, « [Derrière les mirages de la nouvelle économie](#) », dans : Espaces Marx, *Capitalisme : quoi de neuf ?*, Syllepse 2002.

¹⁶ Lawrence Mishel, « [The Missing Footprint of the Robots](#) », 13 Mai 2015.

¹⁷ John G. Fernald, « [Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession](#) », Federal Reserve Bank San Francisco, 2014.

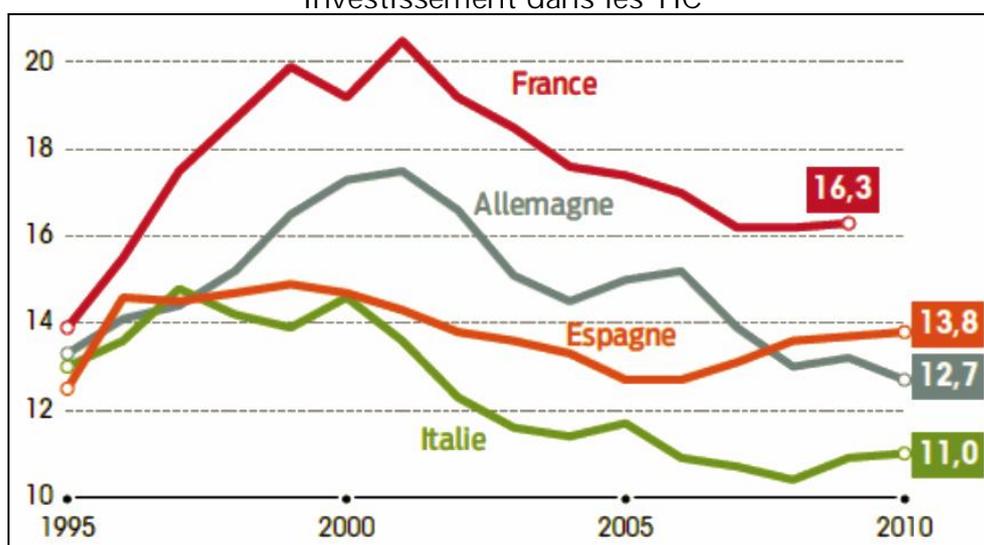
Graphique 5
Productivité du travail et investissement aux Etats-Unis



En %. Source : Fernald, 2014.

La question se pose notamment en Europe où la part des investissements dans les nouvelles technologies tend à ralentir ou à stagner (graphique 6).

Graphique 6
Investissement dans les TIC



En % de l'investissement total des entreprises. Source : OCDE

Cette question reste ouverte, mais l'analyse devrait prendre en compte plusieurs facteurs et notamment la logique de l'accumulation du capital. Un fait troublant a été mis en lumière par une étude récente¹⁸ de spécialistes reconnus du domaine. L'effet des gains de productivité liés aux nouvelles technologies « n'est jamais visible après la fin des années 1990 ». Mais surtout, lorsque cet effet est présent, « il résulte d'une baisse de la production relative [du secteur considéré] et d'une baisse encore plus rapide de l'emploi. Il est difficile de concilier ces baisses de production avec l'idée que l'informatisation et les nouvelles technologies incorporées dans les

¹⁸ Daron Acemoglu, David Autor, David Dorn, Gordon H. Hanson, and Brendan Price, « [Return of the Solow Paradox? IT, Productivity, and Employment in US Manufacturing](#) », *American Economic Review: Papers & Proceedings* 2014, 104(5).

nouveaux équipements seraient à l'origine d'une révolution de la productivité ». Et les auteurs de conclure que leurs résultats « suggèrent à tout le moins que les solutions du paradoxe de Solow avancées jusqu'ici doivent être examinés de façon critique, et que les partisans d'une rupture technologique doivent fournir des preuves plus directes des transformations induites par les nouvelles technologies. Les déclarations antérieures sur la mort du paradoxe de Solow étaient peut-être prématurées ».

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans l'industrie et dans une partie des services. Mais les innovations nécessitent des investissements, et ceux-ci doivent satisfaire le critère d'une rentabilité élevée. Et l'automatisation conduit à une remise en cause de la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggravent une contradiction fondamentale, celle de la réalisation. Il faut en effet que les débouchés existent et on retombe ici sur la contradiction fondamentale de l'automatisation : qui va acheter les marchandises produites par des robots ?

Les mutations induites par ce que l'on appelle maintenant « économie collaborative » nécessitent une réflexion spécifique. Sans forcément y voir une alternative au capitalisme, on peut cependant se demander dans quelle mesure ce type d'innovations peut être inséré dans la logique capitaliste : les ateliers d'imprimante 3D où les réseaux de co-voiturage ne sont pas forcément porteurs d'un élargissement du champ de la marchandise. C'est peut-être la réponse de fond au paradoxe de Solow : le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

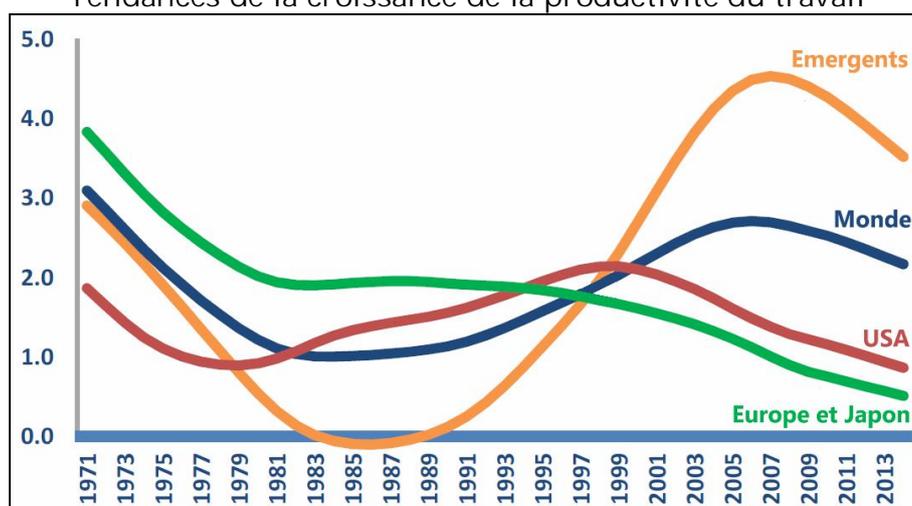
Les pays émergents comme relais ?

On reprend ici les principaux résultats d'une précédente contribution¹⁹ qui décrivait le grand basculement du monde lors des deux dernières décennies : si les gains de productivité ont ralenti dans les vieux pays capitalistes, ils ont augmenté rapidement dans les pays dits émergents. On pourrait donc considérer que ces derniers vont prendre le relais. Mais plusieurs facteurs permettent de dire que la relève tend elle aussi à s'épuiser.

Il y a une raréfaction de la mondialisation et un ralentissement de la montée en puissance des émergents. Certains d'entre eux, notamment en Amérique latine, reviennent à une insertion dominée dans la division internationale du travail. Le développement des « chaînes de valeur globales » se ralentit en raison de l'augmentation des coûts salariaux, notamment en Chine, et le ralentissement au Nord affaiblit les modèles exportateurs du Sud. Ce dernier point est particulièrement important dans la mesure où une bonne partie des gains de productivité réalisés dans les pays émergents étaient captés par les pays du Nord.

¹⁹ Michel Husson, « [La fin de l'émergence du Sud ?](#) », *A l'encontre*, 22 Mars 2015.

Graphique 7
Tendances de la croissance de la productivité du travail



Source : The Conference Board²⁰.

Quel modèle social ?

La problématique de la stagnation séculaire permet de dépasser ce que l'on pourrait qualifier de « crétinisme keynésien » caractéristique des contributions au débat qui ne posent le problème qu'en termes d'adéquation de l'investissement et de l'épargne ou de contradiction entre austérité et croissance. La question fondamentale, c'est le taux de profit. Ce qui détruit les sociétés, c'est la recherche à tout prix du rétablissement du taux de profit.

Il y a 35 ans, deux économistes, Jean Amado et Christian Stoffaes²¹, réfléchissaient sur les effets sociaux des mutations technologiques. On allait selon eux vers une « socio-économie duale », c'est-à-dire une organisation de la société distinguant deux grands sous-ensembles : « D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'information et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique ».

Les auteurs avertissaient, avec une grande délicatesse dans le choix des termes, que « ce serait donc un contresens ou une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme ». Cependant cet esprit de tolérance n'allait pas beaucoup plus loin : « Encore faudra-t-il que ceux qui choisissent d'œuvrer dans le secteur traditionnel ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel ».

²⁰ The Conference Board, "[Productivity Brief 2015](#)".

²¹ Jean Amado et Christian Stoffaes, « Vers une socio-économie duale ? », dans *La Société française et la technologie*, Commissariat général du plan, Paris, 1980.

Ernest Mandel, dans un texte de 1986 qui mérite d'être relu aujourd'hui²², partageait ce pronostic pessimiste quant à l'usage capitaliste de l'automatisation, dont il montrait par ailleurs le caractère contradictoire : « Sa solution, c'est celle d'une société duale qui diviserait le prolétariat actuel en deux groupes antagoniques : ceux qui continuent à participer au processus de production de la plus-value, c'est-à-dire au processus de production capitaliste (avec une tendance à la réduction des salaires) ; ceux qui sont exclus de ce processus, et qui survivent par tous les moyens autres que la vente de leur force de travail aux capitalistes ou à l'Etat bourgeois : assistance sociale, augmentation des activités "indépendantes", paysans parcellaires ou artisans, retour au travail domestique, communautés "ludiques", etc., et qui achètent des marchandises capitalistes sans en produire. Une forme transitoire de marginalisation par rapport au processus de production "normal" se trouve dans le travail précaire, le travail à temps partiel, le travail au noir qui touchent particulièrement les femmes, les jeunes travailleurs, les immigrés, etc. ».

Comment ne pas voir dans ces exercices de prospective une image assez fidèle de la réalité actuelle ? Car c'est bien cette logique de fragmentation sociale qui est à l'oeuvre depuis de longues années et que la crise ne peut qu'intensifier : « d'un côté les salariés susceptibles d'être mobilisés dans la guerre compétitive, de l'autre les salariés (et les pays) *low cost*²³ ». Ce durcissement des rapports sociaux n'est pas l'effet de la seule automatisation capitaliste dont on a vu que son potentiel est ambigu du point de vue du capital. Mais, en tout état de cause, elle n'engendre pas un progrès neutre, et on pourrait répéter aujourd'hui à propos des robots ce que disait Marx de la machine dans le chapitre « Machinisme et grande industrie » du *Capital* : « la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement²⁴ ».

Si elles n'ont pas permis de dégager des gains de productivité au niveau global, les nouvelles technologies ont donc contribué à la fragmentation sociale. Et c'est cela qu'il faut remettre en cause :

- dans l'immédiat en revitalisant le projet de statut du salarié, étendu aux travailleurs « ubérisés » ;
- en posant la question de la répartition : non seulement la répartition des revenus mais aussi la répartition des heures travaillées en faisant de la réduction de la durée du travail l'axe central d'un projet de transformation sociale ;
- en interrogeant le contenu de la croissance et de l'accumulation. En régime capitaliste, la recherche de la croissance à tout prix passe toujours par l'intensification du travail, la mise en concurrence et la marchandisation de toute chose. C'est le contenu de cette croissance qu'il faut remettre en cause d'un double point de vue : son adéquation aux besoins sociaux, et son respect des contraintes environnementales.

²² Ernest Mandel, « [Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain](#) », *Revue Quatrième Internationale* n°20, mai 1986.

²³ Michel Husson, « [Europe. Le tout-compétitivité contre les salaires](#) », *A l'encontre*, 24 Décembre 2014.

²⁴ Karl Marx *Le Capital*, Livre I, Editions sociales, tome 2, p.116 ; *Oeuvres*, La Pléiade, p.1292.

Annexe

La thématique des gains de productivité avait déjà été explorée dans un rapport pour le Commissariat Général du Plan datant de 1996²⁵ qui sera repris dans un livre paru en 1999²⁶. Ci-dessous, les principaux résultats de cette étude.

Le ralentissement de la progression de la productivité du travail est un phénomène objectivement repérable, qui caractérise l'ensemble des secteurs et des économies nationales. Cette tendance est d'autant plus marquée qu'elle s'accompagne d'une augmentation de la vitesse d'ajustement de l'emploi. Une première lecture de ce phénomène consiste à relier l'évolution de la productivité du travail au rythme de substitution capital-travail, conformément au paradigme néo-classique. Ce modèle n'offre pas d'explication cohérente du phénomène et permet surtout d'identifier les spécificités nationales. Il permet cependant de *discerner une hausse récente du progrès technique autonome et suggère une interprétation où les gains de productivité associés aux nouvelles technologies resteraient à l'état virtuel, en l'absence d'autres conditions économiques.*



Cette première approche conduit également à *relativiser la thèse du rattrapage*, qui n'est pas armée pour rendre compte des spécificités des trois grands pays européens, ni de la conjonction d'un ralentissement confirmé en Europe, alors que la productivité redémarre aux Etats-Unis.

L'élargissement du modèle de base à une approche « kaldorienne » et le passage aux données sectorielles conduit à mettre en lumière le facteur manquant, à savoir l'influence de la croissance d'un secteur donné sur ses gains de productivité. De manière très marquée, et au-delà des spécificités nationales, *ce sont en effet les secteurs qui ont subi le plus nettement le ralentissement général de la croissance qui ont aussi enregistré un ralentissement de la productivité, leur comportement propre d'investissement n'intervenant que secondairement.*

Dans un tel schéma, *il n'y a plus de place pour une explication faisant du coût du travail le déterminant principal du contenu en emploi de la croissance*, autrement dit de la productivité. Son ralentissement ne peut être imputé à celui du salaire, et c'est l'approche sectorielle comparative qui permet d'établir le sens de cette détermination en montrant la confusion possible entre coût salarial et prix relatif sectoriel.

L'analyse entrées-sorties permet de traiter le phénomène d'« évaporation » de la productivité, homologue à celui du ralentissement de la productivité. Elle consiste à calculer des dépenses totales de travail, prenant en compte les échanges interindustriels, et à corriger ces données en fonction du commerce extérieur. Les calculs menés montrent que l'effet des consommations intermédiaires importées n'introduit pas de biais important dans l'évolution des indicateurs de productivité. Ces derniers ne font pas apparaître de différenciation systématique entre les grandes sections prises en considération. Autrement dit, les biens et services ne bénéficient pas de gains de productivité très différents selon que leur destination est la consommation, l'investissement ou l'exportation.

La tendance majeure est celle d'une « intermédiarisation » de l'économie qui explique le rapprochement des performances de l'industrie et des services, lorsque celles-ci sont mesurées à partir de la dépense totale de travail. Il y a non seulement un accroissement des achats de services par l'industrie mais, plus généralement, une interpénétration accrue entre industrie et services.

Si l'on combine les deux dimensions, temporelle et sectorielle, de cette approche de la productivité, on débouche sur une détermination complexe que l'on peut résumer en parlant du *passage d'un mode d'accumulation à un autre*. Durant les années d'expansion, productivité, accumulation et rentabilité se combinent positivement. Au cours de la dernière décennie, ces différents éléments sont toujours structurellement codéterminés, mais trouvent leur point d'équilibre à un niveau inférieur de performance économique : moindre croissance, moindres gains de productivité, moindre taux d'accumulation.

La présente étude permet cependant de dessiner les facteurs contradictoires qui pèsent sur la situation actuelle. Divers indices, certes encore fragiles, suggèrent l'existence d'un progrès technique autonome latent et donc d'importants gains de productivité virtuels.

Mais la mobilisation de ces potentialités se heurterait à une triple limite:

- *insuffisance de l'accumulation ;*
- *imbrication croissante entre industrie et services ;*
- *inadéquation entre débouchés et offre productive.*

²⁵ Michel Husson, [Productivité, emploi et structures de l'appareil productif](#). Une comparaison internationale. Rapport pour le Commissariat Général du Plan (subvention n°16/1994), Septembre 1996.

²⁶ Michel Husson, [Les ajustements de l'emploi](#). Pour une critique de l'économétrie bourgeoise, Editions Page deux, Lausanne, 1999.